



N

NAISSANCES.

— multiples (allocations prénatales en cas de). — Voy. *Prestations familiales*, § 86.

NANCY (Mesures disciplinaires dans l'administration des P.T.T.). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1220.

NANTERRE.

— centrale gazière de. — Voy. *Commerce et industrie*, § 123.

— effondrement des carrières de. — Voy. *Calamités publiques*, §§ 12, 13, 14.

— **(Effondrement).** — Voy. EAUX (nos 5348, 5397, 5431).

NANTES.

— école de médecine de. — Voy. *Enseignement supérieur*, § 23.

— **(Cessation prévue du trafic du pont transbordeur de).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 952.

NANTISSEMENT.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Crouzier portant suspension de délai en matière de nantissement de matériel d'équipement, pré-

sentée à l'Assemblée Nationale le 26 novembre 1953 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 7302; rapport collectif le 2 avril 1954 par M. Wasmer, n° 8241 (Voy. *ci-dessous*, § 2).

§ 2. — Proposition de loi de M. de Léotard tendant à compléter le décret n° 53-969 du 30 septembre 1953 relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 février 1954 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 7843; rapport collectif le 2 avril par M. Wasmer, n° 8241 (Voy. *ci-dessus*, § 1^{er}).

§ 3. — des fonds de commerce. — Voy. *Fonds de commerce*, § 4; *Propriété commerciale*, § 11.

— des marchés publics (actes de). — Voy. *Marchés et contrats*, § 5.

— de l'outillage et du matériel. — Voy. *Nantissement*, § 2; *T. O. M.*, § 193.

NATIONAL COAL BOARD. — Voy. NATIONALISATIONS (n° 6299) [11 mars 1954] (p. 811).

NATIONALISATIONS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à compléter la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1951 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 42.

§ 2. — Proposition de loi de M. Gaborit tendant à modifier les articles 10 et 12 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz et de l'électricité, en vue de la valorisation de l'indemnisation des « non cotés » au jour de leur règlement, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 août 1951 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 700.

§ 3. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, transmise au Conseil de la République le 12 mai 1951 (*Voir la table des impressions de la 1^{re} législature, page 1623. 1^{re} col., § 31*); rapport le 31 août 1951 par M. Bousch, n° 646 (année 1951); avis de la Commission des finances le 4 septembre par M. Courrière, n° 654 (année 1951); Avis n° 270 (année 1951) donné le 21 septembre 1951.

Avis défavorable du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 21 septembre 1951 (renvoyé à la Commission de la production industrielle et pour avis à la Commission des finances), n° 1198; rapport le 8 novembre 1952 par M. Bouvier O'Cottreau, n° 4716; avis de la Commission des finances le 14 mai 1954 par M. Bourguès-Maunoury, n° 8463. Adoption définitive le 11 juin 1954.

Proposition de loi n° 1417.

Nouvelle délibération demandée par M. le Président de la République sur la proposition de loi tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 juin 1954 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 8757; rapport le 31 juillet par M. Deixonne, n° 9036.

DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE.

— Voy. 1^{re} législature.

DISCUSSION EN SECONDE LECTURE

[10 juin 1954] (p. 2906); [11 juin 1954] (p. 2940). — Entendus dans la discussion générale : MM. Bouvier-O'Cottreau, *Rapporteur*; Maurice Bourguès-Maunoury, *Rapporteur pour avis*; Papat, Desgranges, Nocher, Claudius-Petit, Patinaud, Louvel, *Ministre de l'Industrie et du Commerce*; observations concernant les tréfonciers de la Loire (p. 2097 et suiv.); clôture de la discussion générale (p. 2913); le passage à la discussion des conclu-

sions du rapport tendant au rejet de l'avis défavorable émis par le Conseil de la République est ordonné (p. 2914); adoption au scrutin (p. 2940); liste des votants (p. 2968); le texte voté dans la séance du 11 mai 1951 par l'Assemblée Nationale devient définitif (p. 2940).

§ 4. — Proposition de loi de M. Gaborit tendant à modifier les articles 23 et 45 de la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'Electricité et du Gaz, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 décembre 1951 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 1848.

§ 5. — Proposition de loi de M. Jules-Julien tendant à la révision du mode d'indemnisation des porteurs de titres des sociétés de l'Electricité et du Gaz, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 mars 1952 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 2983.

§ 6. — Proposition de loi de M. Meck tendant à nationaliser les mines de potasse, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 mars 1952 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 3087.

§ 7. — Proposition de loi de MM. Mignot, Chamant et Marcel Massot tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 en ce qui concerne les droits respectifs des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité nationalisées sur les biens restitués, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 juillet 1952 (renvoyée à la Commission de la production industrielle et pour avis à la Commission de la justice), n° 3945; rapport le 27 mars 1953 par M. Valabrègue, n° 6095; avis de la Commission de la justice le 11 mai 1954 par M. Maurice Grimaud, n° 8439.

DISCUSSION [11 mai 1955] (p. 2664). Sont entendus : MM. Couston, *Président de la Commission*; Guy Petit, *Rapporteur pour avis de la Commission des finances*; Maurice Grimaud, *Rapporteur pour avis de la Commission de la justice et de législation*; André Morice, *Ministre de l'Industrie et du Commerce*; Deixonne, de Sesmaisons; observations sur : les droits respectifs des actionnaires et porteurs de parts des sociétés d'électricité nationalisées sur les biens non compris dans la nationalisa-

tion, les parts de la Société Lorraine d'électricité et la « C. A. L. O. R. G. » (p. 2665 à 2667), la garantie de change à la charge de l'Etat pour les actionnaires étrangers (p. 2667); question préalable opposée par M. Deixonne (p. 2667); observations sur les spéculations boursières (p. 2668); adoption de la question préalable (p. 2668); en conséquence la proposition de loi est rejetée (p. 2668).

§ 8. — Proposition de loi de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les décrets du 11 mai 1953 qui étatisent des entreprises publiques et portent atteinte aux principes essentiels des nationalisations, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 juin 1953 (renvoyée à la Commission des affaires économiques), n° 6299; rapport le 21 juillet par M. Gazier, n° 6551. Adoption en 1^{re} délibération le 11 mars 1954. — Proposition de loi n° 1256.

Transmise au Conseil de la République le 16 mars 1954 (renvoyée à la Commission des affaires économiques et pour avis à la Commission de la production industrielle), n° 137 (année 1954) (1); rapport le 15 juin par M. Naveau, n° 336 (année 1954); avis de la Commission de la production industrielle le 29 juin par M. Cornat, n° 355 (année 1954); avis de la Commission des finances le 6 juillet par M. Coudé du Foresto, n° 378 (année 1954); rapport supplémentaire par M. Naveau, n° 390 (année 1954) et Avis n° 162 (année 1954) donné le 8 juillet 1954.

Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 9 juillet 1954 (renvoyé à la Commission des affaires économiques), n° 8861; rapport le 28 juillet par M. Gazier, n° 8995. Adoption le 22 mars 1955 (1^{re} séance). — Proposition de loi n° 1838.

Loi du 3 avril 1955, publiée au *J. O.* du 4 avril (p. 3378).

DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE

[2 décembre 1953] (p. 5856), [11 mars 1954] (p. 808). Entendus dans la discussion générale : MM. Gazier, *Rapporteur*; Bouvier O'Gottreau, Goudoux, Catoire; observations concernant les décrets du 11 mai 1953, les houillères du Nord et du Pas-de-Calais (p. 5856 et suiv.); entendus dans la suite de la discussion générale : MM. Jacques Fraud, Gazier, *Rapporteur*; René Mayer, Louvel, *Ministre de l'Industrie*

et du Commerce; observations concernant : les 20 organes de contrôle imposés à l'E. D. F. (p. 809); la fusion des compagnies d'assurances (p. 810); les décrets du 11 mai 1953 réalisant 100 milliards d'économies (p. 810); le « National Coal Board » confiée en Angleterre à Lord Hindley (p. 811); la désignation du président du conseil d'administration (p. 811); le prix excessif du charbon (p. 811); M. René Mayer demande le renvoi à la Commission des finances (p. 812); entendus sur la demande de renvoi : MM. René Mayer, Gazier, *Rapporteur*, Catoire; observations concernant : les 13 contrôles auxquels sont soumises les compagnies de messageries maritimes (p. 812); les déclarations de M. Lefaucheur sur l'étatisme dans les sociétés nationalisées (p. 812); le rôle des commissaires du gouvernement dans les houillères (p. 813); la liste des corps de contrôle sur les houillères (p. 813); retrait de la demande de renvoi à la Commission des finances (p. 814); clôture de la discussion générale (p. 814); le passage à la discussion des articles est ordonné (p. 814). — Art. 1^{er} (p. 814); amendement présenté par M. Catoire tendant à ne pas abroger le décret relatif à la fusion et à la concentration des sociétés d'assurances et de capitalisation (p. 814); adoption au scrutin (p. 815); liste des votants (p. 839); second amendement présenté par M. Catoire tendant à ne pas abroger le décret n° 43-416 relatif au conseil d'administration des services nationalisés d'E. D. F. et de Gaz de France (p. 815); adoption (p. 815); troisième amendement présenté par M. Catoire tendant à prévoir le dépôt d'un projet codifiant les textes sur le contrôle des entreprises nationalisées (p. 815); adoption au scrutin (p. 815); liste des votants (p. 840); adoption de l'article premier (p. 815). — Art. 2 : adopté (p. 815); adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 815). = Orateurs : MM. Gazier, *Rapporteur*; Goudoux.

DISCUSSION EN SECONDE LECTURE

[22 mars 1955] (p. 1817). Est entendu M. Albert Gazier, *Rapporteur*; observations sur les articles modifiés par le Conseil de la République (p. 1817). — Art. 1^{er bis} : *Interdiction de porter atteinte aux droits et prérogatives des collectivités locales en matière d'électricité ou de gaz au moyen des décrets pris en vertu des lois du 17 août 1948 ou du 11 juillet 1953* (p. 1817); amendement de M. Louvel tendant à supprimer l'article (p. 1817); observations sur : le prix et les conditions d'utilisation de l'énergie (p. 1817); le pouvoir réglementaire (p. 1818); l'expansion économique (p. 1817, 1818); rejet au scrutin de l'amendement de M. Louvel (p. 1818); liste des

(1) Voy. Délai constitutionnel, § 34.

votants (p. 1820); adoption de l'article premier bis (p. 1818). — Art. 1^{er} : *Abrogation des décrets du 11 mai 1953 sur le contrôle des entreprises nationales et codification des textes relatifs à ce contrôle* (p. 1818); amendements de M. de Tinguy et de M. Louvel concernant la codification (p. 1819); adoption de l'amendement de M. Louvel (p. 1819); adoption de l'article premier (p. 1819). — Art. 2 : *Présentation d'un projet de loi portant statut général des entreprises publiques*; adoption (p. 1819); adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1819). — Orateurs : MM. Abelin, *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques*; Catoire, Gazier, *Rapporteur*; Jean Marie Louvel.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les décrets nos 53-416 à 53-420 du 11 mai 1953 relatifs à la composition des conseils d'administration d'entreprises nationales, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 juillet 1953 (renvoyée à la Commission des affaires économiques), n° 6448.

§ 10. — Proposition de loi de M. Coudé du Foresto et plusieurs de ses collègues relative à la publication des décrets et textes d'application de la loi de nationalisation de l'électricité et du gaz, présentée au Conseil de la République le 21 juillet 1955 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 409 (année 1955); rapport le même jour par M. Coudé du Foresto, n° 418 (année 1955).

§ 11. — des assurances (statut des organismes créés en vertu de la). — Voy. *Assurances*, § 20.

— des combustibles minéraux. — Voy. *Nationalisations*, §§ 1^{er}, 3.

— de l'électricité et du gaz en Algérie. — Voy. *Algérie*, §§ 64, 97.

— de l'électricité et du gaz (loi de). — Voy. *Nationalisations*, § 10.

— (Abrogation du 11 mai 1953 étatisant les entreprises publiques). — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [27 octobre 1953] (p. 4588).

— (Maintien des). — Voy. DÉBATS SUR L'INVESTITURE DE M. RENÉ PLEVEN [8 août 1951] (p. 6256, 6269). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 13 [16 novembre 1951] (p. 8171).

NATIONALITÉ FRANÇAISE.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux portant définition de la nationalité française et fixant les règles de l'immigration des étrangers et de leur naturalisation, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1951 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 51.

§ 2. — Projet de loi portant modification de l'article 9 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française, présenté à l'Assemblée Nationale le 8 novembre 1951 par M. Edgar Faure, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 1431; rapport le 24 octobre 1952 par Henri Lacaze, n° 4485; rapport supplémentaire le 12 décembre par M. Henri Lacaze, n° 5074; 2^e rapport supplémentaire le 5 février 1953 par M. Henri Lacaze, n° 5486. Adoption en 1^{re} délibération le 12 février 1954 (2^e séance) sous le titre : « *Projet de loi tendant à modifier l'article 9 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française.* ». — Projet de loi n° 1190.

Transmis au Conseil de la République le 16 février 1954 (renvoyé à la Commission de la justice et pour avis à la Commission des affaires étrangères), n° 42 (année 1954); rapport le 25 mars par M. Geoffroy, n° 160 (année 1954); avis de la Commission des affaires étrangères le même jour par M. Pezet, n° 167 (année 1954). Avis n° 69 (année 1954) donné le 30 mars 1954.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 30 mars 1954 (3^e séance). — Projet de loi n° 1297.

Loi du 9 avril 1954, publiée au *J. O.* du 10 avril.

DISCUSSION EN DÉBAT RESTREINT [12 février 1954] (p. 274). Entendus : MM. Lacaze, *Rapporteur*; Albert Maton, de Moro-Giafferri, *Président de la Commission*; observations concernant les Français ayant acquis une nationalité étrangère et restant astreints aux obligations militaires de leur pays d'origine (p. 272); le débat restreint est ordonné (p. 272). — Article unique : adoption (p. 272); modification du titre : « *Projet de loi tendant à modifier l'article 9 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française.* » (p. 272).

§ 3. — Proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 37, 38, 39, 40, 41, 42 et 63 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juin 1952 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 3810.

§ 4. — Projet de loi portant modification de l'article 111 du Code de la nationalité, présenté à l'Assemblée Nationale le 9 juillet 1952 par M. Charles Brune, Ministre de l'Intérieur (renvoyé à la Commission de la justice), n° 4053.

§ 5. — Proposition de loi de M. Maton et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'article 111 et à la modification des articles 96 et 119 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1952 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4392.

§ 6. — Projet de loi complétant l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française, présenté à l'Assemblée Nationale le 4 décembre 1952 par M. Léon Martinlaud-Déplat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 4938.

§ 7. — Projet de loi complétant l'article 7 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française, présenté à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1952 par M. Léon Martinlaud-Déplat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 5193 ; rapport le 4 août 1955 par M. Lacaze, n° 11403. Adoption sans débat le 11 octobre 1955. — Projet de loi n° 2114.

Transmis au Conseil de la République le 18 octobre 1955 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 23 (année 1955-1956) ; rapport le 18 novembre par M. Biatarana, n° 160 (année 1955-1956). Adoption le 22 novembre 1955. — Projet de loi n° 70 (année 1955-1956) adopté sans modifications par le Conseil de la République et transmis à l'Assemblée Nationale le 22 novembre 1955 (2^e séance). — Projet de loi n° 2216.

Loi du 28 novembre 1955, publiée au *J.O.* du 2 décembre (p. 11675).

§ 8. — Projet de loi permettant le relèvement de la forclusion encourue en ce qui concerne certaines déclarations de nationalité souscrites à titre provisoire, présenté à l'Assemblée Nationale le 12 mai 1953 par M. Léon Martinlaud-Déplat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 6135.

NATURALISATION.

— des étrangers. — Voy. *Nationalité française*, § 1^{er}.

NATURALISÉS.

— épouses et enfants majeurs des. — Voy. *Elections*, § 9.

— français (pension militaire aux). — Voy. *Pensions militaires*, § 41.

NAUFRAGE (des bateaux de pêche de Concarneau). — Voy. BUDGET 1955, *Marine marchande* (n° 9302) [6 décembre 1954] (p. 5880, 5881) ; [8 décembre 1954] (p. 5956).

NAVARRÉ (général).

— (Plan du). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1026 [13 mai 1954] (p. 2369, 2370, 2374).

— (Son rappel). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1033 [1, 2, 8, 9, 12 juin 1954] (p. 2749, 2827, 2857, 2858, 2872, 2873, 2874).

NAVETTES (entre Conseil de la République et Assemblée Nationale). — Voy. CONSTITUTION (n° 6431).

NAVIGABILITÉ.

— de la Moselle entre Thionville et le Rhin. — Voy. *Eaux*, § 5.

NAVIGATION.

— fluviale (code de la). — Voy. *T. O. M.*, § 22.

NAVIRES.

— ayant fait l'objet d'une délivrance du rôle d'équipage. — Voy. *Marine marchande*, § 29.

— battant pavillon Panama-Honduras-Libéria. — Voy. *Marine marchande*, § 82.

— de commerce, de pêche et de plaisance (habitabilité). — Voy. *Marine marchande*, § 38.

— jaugeage des. — Voy. *Traités et conventions*, § 130.

— météorologiques dans l'Atlantique-Nord. — Voy. *Traités et conventions*, §§ 46, 82, 120.

— reliant la métropole à la Corse (réductions de tarif). — Voy. *Circulation (facilités de)*, § 17.

— torpillés (insigne pour les rescapés des). — Voy. *Décorations*, § 93.

NAZISME.

— (**Condamnation du S. S. Joeckel**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 130.

— (**Déplacement du tribunal militaire de Metz au camp de Struthof**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 470.

— (**Disparition du dossier de la S. P. A. C.**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 468.

— (**Intervention du Gouvernement français à l'égard d'un criminel de guerre belge**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 374.

— (**Jugement contre les responsables de la pendaison de Tulle**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 268, 330.

— (**Procès des médecins devant le tribunal militaire de Metz**). — Voy. BUDGET 1953 (*Anciens combattants*) (n° 4255) [20 décembre 1952] (p. 6704).

— (**Procès des membres de la Gestapo du Mans**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 18.

— (**Retard apporté dans le jugement des criminels de guerre**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 296.

NÉGOCIANTS.

— en biens (statut des). — Voy. *Commerce et industrie*, § 2.

— en grains agréés. — Voy. *Effets de commerce*, § 2.

— en matériaux de construction (patente des). — Voy. *Finances locales*, § 28.

— en métaux ferreux des Bouches-du-Rhône. — Voy. *Commerce et industrie*, § 35.

NEHRU (Premier Ministre de l'Inde). — (**Appel lancé par M. — en faveur d'un « cessez-le-feu » en Indochine**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 935, 942 [23 février 1954] (p. 470); [5 mars 1954] (p. 706); [9 mars 1954] (p. 7754).

NEIGE.

— isolement de villages par la. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 267.

NENNI (Pietro) (Son expulsion à l'occasion de sa venue à Paris pour congrès politique). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 969.

NESLE (Aménagement de la). — Voy. BUDGET 1954 (n° 6760) (*Industrie et commerce*) [10 décembre 1953] (p. 6439, 6440).

NETTOYAGE.

— à sec (produits dangereux pour le). — Voy. *Hygiène et Santé publique*, § 36.

NEUILLY-SUR-SEINE.

— construction d'un groupe scolaire à. — Voy. *Enseignement (Dispositions générales)*, § 62.

NEUTRALISATION (des Etats associés). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1081 [22, 23 juillet 1954] (p. 3576, 3578, 3579, 3581, 3582).

NICE.

— expropriés du nouvel aéroport de. — Voy. *Expropriations*, § 4.

— 3^e justice de paix à. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 29.

— (**Interventions du préfet des Alpes-Maritimes et du maire de — contre trois films français récents**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 968.

NICKEL.

— alliages et déchets de. — Voy. *Douanes*, § 45.

— (**Société « Le Nickel »**). — Voy. BUDGET 1955 (*Charges communes*) (n° 9288) [1^{er} avril 1955] (p. 2334, 2335).

NIÈVRE (Département de la). — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 205, 382.

NIGER (Inspection académique au). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 80.

NIMES (Ville de).

— tout-à-l'égout de la. — Voy. *Tout-à-l'égout*, § 3.

NOGUÈS (Général) (Démarche insolite auprès de lui) (Affaire du Conseil du Trône. — Maroc). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1288. [6, 7, 8 octobre 1955] et n° 1453.

NOIX (Récolte de). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 253.

NOMINATIONS.

— personnelles à l'Assemblée Nationale. — Voy. *Règlement de l'Assemblée Nationale*, § 7.

NOMS.

— changement de. — Voy. *Noms patronymiques*, § 2.

— des citoyens morts pour la patrie. — Voy. *Victimes de la guerre*, § 38.

— utilisation abusive des noms de villes ou de régions dans la raison sociale des entreprises. — Voy. *Entreprises*, § 15.

NOMS PATRONYMIQUES.

§ 1^{er}. — Rapport fait (*au cours de la précédente législature*) au nom de la Commission de la justice par M. Gallet sur la proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les dispositions en vigueur relatives au nom des enfants naturels reconnus d'abord par la mère et ultérieurement par le père (*Voir la table des impressions de la 1^{re} législature*, p. 1629, 2^e col., § 6); repris le 26 juillet 1951 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la justice, n° 324; rapport le 4 décembre par M. Henri Lacaze, n° 1819. Adoption sans débat en 1^{re} délibération le 21 décembre 1951 (1^{re} séance). — Proposition de loi n° 133.

Transmis au Conseil de la République le 23 décembre 1951 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 865 (**année 1951**); rapport le 11 mars 1952 par M. Jozeau-Marigné, n° 117 (**année 1952**). Avis n° 48 (**année 1952**) donné le 13 mars 1952.

Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 13 mars 1952 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 2928; rapport le 3 juillet par M. Henri Lacaze, n° 3978. Adoption définitive le 11 juillet 1952 (3^e séance) sous le titre : « *Proposition de loi relative au nom des enfants naturels* ». — Projet de loi n° 476.

Loi du 25 juillet 1952, publiée au *J. O.* des 28 et 29 juillet.

§ 2. — Proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la procédure de changement de nom, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 février 1954 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 7724.

§ 3. — francisation des. — Voy. *Etrangers*, §§ 3, 5.

— non usage du. — Voy. *Code pénal*, § 24.

NONCE (Activité du — en France). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 173.

NON-CONCURRENCE.

— clause de (pour les représentants de commerce). — Voy. *Courtiers et représentants*, § 14.

NON TITULAIRES.

— des administrations publiques (retenues rétroactives). — Voy. *Fonctionnaires*, § 50.

NORD-AFRICAINS.

— situation des travailleurs. — Voy. *Algérie*, § 18.

— (chômage des — dans la région parisienne). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 24 [14 septembre 1951] (p. 7362 et suiv.).

— (de la métropole) (Situation des). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 1431, 1434 bis.

— (Exploitation des — employés au tunnel de Roche-les-Beaupré). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 162.

— (Exploitation des — par des compagnies de transport). — Voy. BUDGET 1955 (n° 9293) (*Intérieur*) [23 novembre 1954] (p. 5328); BUDGET 1955 (n° 9299) (*Travail et Sécurité sociale*) [16 novembre 1954] (p. 5103).

— (Incidents survenus à Chaumont entre la police et des —). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 697.

— (Logements des). — Voy. BUDGET 1954 (*Intérieur*) (n° 6761) [6 décembre 1953] (p. 6134); BUDGET 1955 (n° 9293) (*Intérieur*) [23 novembre 1954] (p. 5320); BUDGET 1955 (n° 9299) (*Travail et Sécurité sociale*) [16 novembre 1954] (p. 5073, 5077).

— (Manifestation de — à Montbéliard). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 255.

— (Manifestations de — à Paris le 14 juillet). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652.

— (Problème des). — Voy. BUDGET 1952 (*Travail et Sécurité sociale*) (n° 995) [13 novembre

1951] (p. 7944 et suiv.); BUDGET 1952 (*Intérieur*) (n° 989) [29 novembre 1951] (p. 8636, 8637); BUDGET 1952 (*Santé publique*) (n° 994) [4 décembre 1951] (p. 8780).

— (travaillant en France). — Voy. BUDGET 1953 (n° 4263) (*Intérieur*) [13 décembre 1952] (p. 6361 et suiv.); BUDGET 1953 (n° 4268) (*Travail et Sécurité sociale*) [23 octobre 1952] (p. 4332, 4341 et suiv.).

— (Travailleurs). — Voy. BUDGET 1954 (*Travail et Sécurité sociale*) (n° 6766) [29 octobre 1953] (p. 4649, 4668).

NORD (DÉPARTEMENT DU).

— eaux souterraines du. — Voy. *Eaux*, § 20.

— industries fabriquant du matériel de chemin de fer dans le. — Voy. *Commerce et industrie*, § 6.

— routes nationales du (entretien et amélioration). — Voy. *Voirie*, § 3.

Voy. aussi : *Calamités atmosphériques*, §§ 27, 44, 46, 57, 296.

— (Enseignement dans le). — Voy. BUDGET DE L'ÉTAT (n° 760) [6 septembre 1951] (p. 6967).

— (Situation des ouvriers du textile). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1452.

NORD (RÉGION DU).

— inondations et cyclone de février 1953. — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 291, 292, 294, 296, 301.

Voy. QUESTIONS ORALES, n° 422.

NORMALIENS.

— certificat d'aptitude pédagogique des. — Voy. *Enseignement primaire*, § 34.

NORVÈGE.

— Convention sur les doubles impositions. — Voy. *Traités et Conventions*, § 105.

— Convention sur la sécurité sociale. — Voy. *Traités et Conventions*, § 134.

NOTARIAT.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Crouzier tendant à modifier l'article 5 de la loi du 25 ventôse An XI, relative au notariat, modifiée par la loi du 12 août 1902, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 février 1952 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 2714; rapport le 1^{er} juin 1954 par M. Silvandre, n° 8554. Adoption sans débat en 1^{re} délibération le 30 juin 1954 sous le titre : « Proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 25 ventôse An XI, contenant organisation du notariat ». — Proposition de loi n° 1437.

Transmise au Conseil de la République le 6 juillet 1954 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 383 (année 1954); rapport le 3 août par M. Robert Chevalier n° 473 (année 1954). Avis n° 191 (année 1954) donné le 5 août 1954.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 5 août 1954 (2^e séance). — Proposition de loi n° 1541.

Loi du 13 août 1954, publiée au *J. O.* du 14 août.

§ 2. — Proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 5 de la loi du 14 mars 1928 et à permettre la communication des actes notariés ayant plus de 125 ans de date, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 octobre 1953 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 8741.

§ 3. — Projet de loi relatif à l'organisation du notariat dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, présenté à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1954 par M. Emile Hugues, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 8971.

§ 4. — En Algérie et D. O. M. — Voy. *Algérie*, §§ 6, 83

— en Alsace et en Lorraine. — Voy. *Notariat*, § 3.

NOTIONS.

— de première constatation médicale. — Voy. *Sécurité sociale*, § 44

NOURRITURE.

— des soldats et sous-officiers. — Voy. *Armée*, § 32.

NOUVELLE DÉLIBÉRATION DEMANDÉE PAR M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. — Voy. *Jours fériés*, § 2; *Nationalisations*, § 3; *Poursuites*, § 186; *Tunisie*, § 7.

NOUVELLE-CALÉDONIE.

— accidents du travail. — Voy. *T. O. M.*, § 265.

— Code de la nationalité française. — Voy. *T. O. M.*, § 239.

— Code pénal en. — Voy. *T. O. M.*, §§ 185, 248.

— Code de la santé publique. — Voy. *T. O. M.*, § 264.

— collectivités locales. — Voy. *T. O. M.*, § 202.

— comptes définitifs de 1939 à 1952. — Voy. *T. O. M.*, §§ 129, 204, 268.

— Conseil général de la. — Voy. *T. O. M.*, §§ 105, 110, 124, 147.

— enfance délinquante en. — Voy. *T. O. M.*, § 186.

— organes de représentation des intérêts économiques en. — Voy. *T. O. M.*, § 200.

— port de Népoui (création d'une ville à). — Voy. *T. O. M.*, § 279.

— présence française en. — Voy. *T. O. M.*, § 209.

— production minière de la. — Voy. *T. O. M.*, § 238.

Voy. aussi : *T. O. M.*, §§ 61, 62.

— (**Société « Le Nickel »**). — Voy. BUDGET 1955 (*Charges communes*) (n° 9288) [1^{er} avril 1955] (p. 2334, 2335).

NOUVELLES-HÉBRIDES.

— dommages de guerre aux Français des. — Voy. *Dommages de guerre*, § 60.

Voy. BUDGET 1955 (*France d'outre-mer*) (n° 9291) [3 mars 1955] (p. 1001, 1003).

NUNGESSER ET COLI. — Voy. *Com-mémorations et anniversaires*, § 6.